Le pouvoir aux travailleurs

22 Avril 2017

N° 232

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- À LA POUBELLE LEUR « TRÊVE SOCIALE » ! …… 2
- LES PETITS PRODUCTEURS DE CACAO SONT ÉTRANGLÉS PAR LA RAPACITÉ CAPITALISTE ! …… 3
- DE L'ARGENT, LE GOUVERNEMENT EN A : ÇA DÉPEND POUR QUI ET POUR QUOI ! …… 4
- INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : ET LES TRAVAILLEURS, ILS DEVIENNENT QUOI ?..... 4
- AUTOROUTE DU NORD: ILS SONT TOUS RESPONSABLES ! …… 6
- JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU : UNE OCCASION POUR NOUS SERVIR DES DISCOURS CREUX…….. 7
- OPÉRATION DE RAVALEMENT DE FAÇADES : UN PETIT SPARADRAP SUR UNE GROSSE PLAIE !..... 7 - 8
- GRÈVE DES JOURNALIERS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ : LES TRAVAILLEURS CRIENT LEUR RAS-LE-BOL …….. 10
- SEG (Marcory) : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE MONTRENT L'EXEMPLE À SUIVRE…… 10 - 11
- DARLING : UN MOUVEMENT D'HUMEUR QUI NE DOIT PAS S'ARRÊTER LÀ…….. 12

E d i t o r i a l

À LA POUBELLE LEUR « TRÊVE SOCIALE » !

Dans les usines comme dans le secteur du BTP, la situation actuelle des travailleurs est intenable. La grande majorité est maintenue dans la précarité et sous la pression permanente du patronat. Les conditions de travail se dégradent, les salaires sont au plus bas et ne permettent pas de boucler les fins de mois, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

C'est dans cette situation que le gouvernement, et derrière lui les capitalistes, cherche depuis deux mois à négocier avec les dirigeants syndicaux ce qu'il appelle une « trêve sociale ». Qu'est-ce à dire, sinon la mise entre parenthèses de tout mouvement de grève aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé ?

Si un tel accord voit effectivement le jour, le gouvernement et le patronat se frotteront les mains et considèreront dès lors toute grève comme étant hors du « contrat social ». Ils se couvriront de cet accord pour réprimer encore plus facilement la moindre grève ou révolte des travailleurs. Alors, pourquoi leur tendre le bâton pour nous faire taper ?

Ce n'est pas la première fois que dans ce pays, un gouvernement négocie avec les appareils syndicaux un tel accord !

Bien évidemment, même sans un tel accord, la dictature des riches contre les travailleurs est à l'œuvre. C'est ainsi, par exemple, que la semaine dernière, la police et le CCDO sont intervenus pour réprimer des travailleurs du bâtiment sur un chantier à Marcory. Ces travailleurs ne faisaient pourtant que revendiquer leurs droits face à leur patron qui, non content de les exploiter, veut en plus les escroquer.

Ce n'est pas l'exploiteur escroc qui a été mis en prison, mais au contraire ce sont les travailleurs qui ont été gazés et réprimés par les corps habillés. L'un des travailleurs s'est même retrouvé dans le coma et d'autres ont été envoyés manu militari en garde à vue.

Le gouvernement est dans le camp des riches, contre les pauvres. Il utilise son appareil administratif et militaire pour imposer cet ordre social injuste et maintenir les travailleurs dans l'exploitation et la misère.

Alors, même s'il trouve quelques dirigeants syndicaux à sa solde pour signer son torchon, cela n'empêchera pas la lutte des travailleurs et leur colère d'exploser.

La commémoration de la journée du Premier Mai est une occasion pour leur rappeler que ce sera ainsi tant que l'injustice et l'exploitation continueront.

L E U R S O C I E T E

UNE MAIN TENDUE DONT IL FAUDRA SE MÉFIER

À entendre le Premier ministre, les travailleurs de ce pays gagnent assez pour vivre dignement de leur travail. Il veut que les travailleurs sursoient à toutes revendications salariales et appelle les dirigeants syndicaux à signer une *« trêve sociale* ».

Le 1er ministre a demandé aux travailleurs « *d'accepter la main tendue du gouvernement* ». Mais les fonctionnaires qui ont fait une grève pour obtenir des améliorations dans leurs conditions d'existence doivent-ils oublier que le gouvernement doit leur payer les 250 milliards d'arriérés de salaire cumulés depuis 2009 ?

Autant dire que ce genre de « *main tendue* » c'est plutôt pour attraper les travailleurs au cou !

TAPIS ROUGE POUR LES REQUINS DE LA GRANDE DISTRIBUTION !

Le Premier ministre a pris part, au côté de plusieurs autres ministres, à la cérémonie de lancement officielle du supermarché « *Cytidia* » à la Riviéra 3. Il appartient à une chaîne de distribution du groupe Mata Holding.

« *Le gouvernement ne peut qu'encourager ce type d'initiative. C'est pourquoi, a-t-il déclaré, je demande solennellement au ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat de vous accompagner* ».

Eh oui ! Le « *portefeuille* » de l'État est grand ouvert aux capitalistes, notamment aux requins de la grande distribution. Par contre, le moins qu'on puisse dire, c'est que le gouvernement ne se montre pas aussi généreux envers les fonctionnaires et les populations pauvres !

LES PETITS PRODUCTEURS DE CACAO SONT ÉTRANGLÉS PAR LA RAPACITÉ CAPITALISTE !

Alors que le prix du cacao était garanti à 1100 Fr, d'un seul coup, le gouvernement a baissé le prix d'achat aux paysans à 700 Fr le kilo, sous la pression des grosses multinationales, notamment américaines et françaises. Ces multinationales se sont organisées pour bloquer l'achat du cacao. C'est ainsi que plus de 300 milles tonnes sont entassées et bloquent littéralement le port.

La solution trouvée par le gouvernement pour débloquer la situation a été de baisser brusquement le prix d'achat aux paysans pour leur faire supporter la chute du prix du cacao sur le marché mondial. Pourtant, une structure a été mise en place par l'État pour soi-disant protéger les cultivateurs des aléas du marché. Depuis des années, cette structure ponctionne une certaine somme d'argent aux paysans sur chaque kilo de cacao vendu. Mais au moment où ce mécanisme devrait venir en aide aux petits producteurs, ces derniers n'en voient pas la couleur.

Le gouvernement n'a pas trouvé utile d'expliquer où sont passés ces milliards !

L E U R S O C I E T E

DE L'ARGENT, LE GOUVERNEMENT EN A : ÇA DÉPEND POUR QUI ET POUR QUOI !

En Côte d'Ivoire, les structures de santé publique ne disposent que de six centres de dialyse pour l'ensemble du pays. Ceux-ci ne peuvent accueillir que 560 patients au maximum par semaine. Or, selon le recensement effectué dans les hôpitaux publics, il y aurait 300 malades qui ne trouvent place nulle part et qui sont donc ainsi condamnés à la souffrance et une mort certaine en l'espace de quelques mois.

C'est scandaleux que l'État condamne ainsi à la mort ceux qui n'ont pas les moyens d'aller se faire soigner dans les hôpitaux privés. C'est le résultat d'un choix politique. Il a trouvé par exemple des dizaines de milliards pour organiser les jeux de la Francophonie. Cela permettra au passage d'engraisser certains capitalistes, d'amuser la galerie et de faire des gabegies.

Donc, de l'argent il y en a, mais pas pour soigner les populations pauvres.

INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : ET LES TRAVAILLEURS, ILS DEVIENNENT QUOI ?

Tout récemment une usine de fabrication de plastique a fermé ses portes suite à une décision gouvernementale de mettre fin à la prolifération de sachets plastiques.

Le gouvernement justifie cela en disant que *« la santé et le bien-être des populations sont menacés*… ». Ah bon ! Depuis quand nos dirigeants se préoccupent-ils de la santé de la population pauvre de ce pays ?

Avant de fermer l'usine, le gouvernement aurait dû se préoccuper du sort des travailleurs qui y étaient employés. La moindre des choses aurait été de reclasser l'ensemble des travailleurs afin qu'ils ne fassent pas les frais de cette fermeture.

De nombreux autres ouvriers travaillant sur d'autres sites de productions similaires risquent de se trouver sur le carreau. En tout cas, ce n'est pas sur le gouvernement qu'ils peuvent compter pour obliger les capitalistes qui les ont exploités durant tout ce temps à les indemniser en conséquence et à leur trouver un autre emploi en cas de fermeture de l'usine.

LA SIMPLE SUPPRESSION DES SACHETS PLASTIQUES NE RÉSOUT PAS GRAND-CHOSE

Au cours de l'année 2013, l'État ivoirien avait décidé en conseil des ministres l'interdiction des sachets plastiques. Cette mesure avait été présentée comme nécessaire pour la préservation de l'environnement. C'est le ministère de l'Environnement et de la salubrité publique qui est en charge de son application.

Jusque-là, les agents de ce ministère s'étaient contentés de traquer les petites vendeuses d'eaux en sachet sur les voies publiques. Ces derniers temps, ils sont montés d'un cran dans la répression. Ils sont même allés jusqu'à perquisitionner et fermer une usine de fabrication de sachets plastiques, SOCIFAD, dans la zone industrielle de Yopougon.

L E U R S O C I E T E

Les sachets sont de plus en plus difficiles à trouver et deviennent même des produits de contrebande. Cela doit certainement réjouir madame la ministre, mais sème l'inquiétude parmi les petits gens. Le sachet est pour le moment un moyen hygiénique et économique pour conditionner l'eau et certains jus prisés par les consommateurs.

Avant les sachets, on se servait de petits récipients qui passaient de main en main et qui étaient sommairement rincés après usage. Les risques de contagions étaient élevés. Si le vœu du gouvernement concernant la disparition de ces sachets venait à se réaliser, ces vielles pratiques ne manqueraient pas de refaire surface. Les bouteilles d'eau minérale sont hors de prix pour la grande majorité de la population et ont aussi leurs propres inconvénients sur la santé. Le gouvernement, en dehors d'une campagne parfois mensongère sur les dangers du sachet, n'a proposé aucune alternative crédible.

Cette mesure d'interdiction des sachets, en plus des pertes d'emplois pour les travailleurs du secteur, peut déboucher sur un problème de santé publique pour les populations pauvres.

FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES

Le 15 mars 2017 était la journée mondiale des consommateurs. Certaines associations de consommateurs en ont profité pour se retrouver à la mairie d'Adjamé. Comme solution à la vie chère, elles proposent au gouvernement d'accentuer des contrôles des prix sur les marchés.

Que des gens s'associent pour défendre les intérêts des usagers ou des consommateurs contre la hausse des prix, c'est plutôt une bonne chose. Mais si c'est pour tout simplement faire de la figuration auprès des autorités politiques ou pour y trouver quelques avantages, c'est autre chose.

Or, vu la solution qu'elles proposent, ces associations sont plus préoccupées à plaire aux autorités administratives qu'à défendre les intérêts de la population. Elles s'illustrent comme interlocutrices auprès des autorités dans ce genre de conférence et profitent de la colère légitime des gens pour se faire valoir dans l'espoir de grappiller quelque chose.

Le gouvernement fait semblant de se préoccuper de la cherté de la vie, mais lui-même n'hésite pas à faire des augmentations à l'exemple des tarifs de la CIE l'année dernière.

La vie chère c'est aussi les salaires bas. Avec un Smig fixé à 60.000F et dont les dirigeants ivoiriens s'enorgueillissent, comment tout ne peut pas paraître cher pour les travailleurs sur les marchés ? Au cours des dix dernières années, les prix des logements, des denrées alimentaires ou du transport ont doublé, voire même plus alors que les barèmes de salaire eux n'ont presque pas changé. La lutte contre la vie chère doit donc signifier une augmentation générale des salaires, au moins pour rattraper les augmentations des prix du marché.

Parallèlement aux augmentations des salaires, il faudra aussi contraindre les industriels et les grossistes qui approvisionnent les marchés, à renoncer à une partie de leur marge bénéficiaire. Cela est possible à condition que les travailleurs, les consommateurs et les usagers se fassent vraiment entendre et se donnent les moyens d'imposer leurs intérêts communs.

L E U R S O C I E T E

AUTOROUTE DU NORD: ILS SONT TOUS RESPONSABLES !

Seulement trois ans après sa mise en service, des travaux de réhabilitation ont démarré depuis le mois de mars sur l'autoroute du nord. Ils coûteront plus de 14 milliards F CFA.

Pourtant lors de l'inauguration de cette voie, les autorités disaient qu'elle assurerait le confort et la sécurité des usagers pour 15 ans au moins. À les entendre alors, c'était l'adieu aux nids de poules, les usagers allaient partir rarement au garage et chacun tirerait profit de cette route.

Pour soi-disant financer l'entretien de la nouvelle route et la maintenir en bon état, deux points de péage ont été installés sur ce tronçon de 230 km. Les véhicules personnels et légers payent 2.500 F CFA le passage, ceux de transport de moins de 32 places 5.000 F CFA et ceux de plus de 32 places ainsi que les poids lourds 10.000 F CFA. Au premier bilan en seulement six mois, le FER (fond d'entretien routier) en charge de la gestion de l'autoroute, avait recueilli 4,4 milliards F CFA.

L'autoroute du nord a pourtant commencé à montrer des premiers signes de malfaçon juste quelques mois après sa livraison. Alors même que les autorités se répandaient encore en éloges dans les medias, des affaissements sont apparus sur le tronçon long de 31 km allant de Toumodi à Yamoussoukro.

Les dos d'âne de ce trajet sont devenus la terreur des usagers de l'autoroute ; les accidents de plus en plus fréquents. La qualité de la route n'a rien à voir avec ce qui a été annoncé : confort et sécurité.

Cette dégradation rapide n'est pas surprenante. Les entreprises du BTP, pour augmenter leurs profits, utilisent tous les moyens. En plus de faire faire des heures supplémentaires aux ouvriers en leur payant des salaires de misère, elles trichent sur la qualité et la quantité des matériels en complicité avec les autorités. Peu leur importe les conséquences sur les usagers.

LES AFFAIRES VONT BIEN POUR LES RICHES

L'Afrique, le continent le plus pauvre de la planète, compterait plus 165 000 millionnaires en dollars qui disposeraient d'une richesse cumulée de 860 milliards de dollars, selon un rapport récemment publié. Leur nombre et leur fortune est en croissance continue année après année.

Ces riches africains dépenseraient leur argent dans l'art, le bon vin, les voitures de collection et les montres de luxe. Ce marché qui représentait 13 millions de dollars en Afrique, en 2006, est passé à 46 millions en 2016. Ils placent 25 % à 30 % de leur fortune dans des propriétés immobilières à l'étranger. Leurs préférences vont à des capitales européennes mais aussi New York et Dubaï.

Si l'Afrique du Sud se taille la part du lion, la Côte d'Ivoire n'est pas en reste avec ses 2500 millionnaires en dollar. Soit une augmentation de 200 nouveaux en espace d'une année. Parmi ces millionnaires ivoiriens, au moins 100 personnes ont une richesse

nette de plus de 10 millions de dollars, et ceux qui possèdent 30 millions de dollars et plus sont estimés à 30.

Selon les prévisions des rédacteurs de ce rapport, le nombre de ces millionnaires doublerait d'ici 10 ans. Tout va donc très bien pour ce petit monde de fortunés. Mais ce que ne dit pas ce rapport c'est que ces fortunes sont réalisées grâce à l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres, grâce aux pillages et aux vols. Tant que les travailleurs ne mettront pas fin à cette société capitaliste basé sur la recherche du profit individuel, la misère ne fera que s'aggraver pour l'écrasante majorité de la population de la planète.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU : UNE OCCASION POUR NOUS SERVIR DES DISCOURS CREUX

Le 22 mars dernier, « la journée internationale de l'eau » a été célébrée par un parterre de membres du gouvernement et ses partenaires. Le thème choisi pour cette année portait sur les eaux usées. C'est à se demander si ce n'est pas pour éviter l'épineuse question de la pénurie d'eau potable à laquelle sont confrontées les populations dans les quartiers populaires et à l'intérieur du pays.

A l'occasion de cette cérémonie, on a eu droit à des discours du genre « *le gouvernement œuvre à ce que la population ait accès à un assainissement adéquat en Côte d'Ivoire* ». Lorsqu'il s'agit de faire des discours, les gens du gouvernement excellent. Mais sur le terrain, on observe très peu d'action.

Dans certains quartiers d'Abidjan comme Koumassi, la moindre pluie a pour résultat l'inondation de tout le quartier. À Treichville et Marcory, par exemple, certains sous-quartiers subissent le même sort. Cette situation dure depuis plusieurs années. Et les autorités en sont bien informées, mais ne font rien pour juguler le problème. Dans des quartiers populaires comme Abobo et Yopougon, les égouts et les canalisations d'eaux usées sont presqu'inexistants. Lorsqu'il pleut, les eaux de ruissèlement vont dans tous les sens et creusent des sillons qui menacent parfois les habitations. Pour lutter contre l'érosion, les populations se battent comme elles peuvent en plaçant des sacs de sable. Mais ces actions ont une efficacité limitée. Les eaux de toilettes quant à elles, sont confinées dans des puits perdus quand il y en a. Le « tout à l'égout » étant encore un rêve lointain.

Devant une telle situation alarmante, entendre de tels discours pompeux de la part des autorités est écœurant. Ces gens-là se moquent bien des populations pauvres.

OPÉRATION DE RAVALEMENT DE FACADES : UN PETIT SPARADRAP SUR UNE GROSSE PLAIE !

Le gouvernement a décidé de repeindre les façades de certains bâtiments de la capitale. Pour cela, il va parait-il, former 400 jeunes au métier de peintre en bâtiment et entretien d'espaces verts.

Cette opération est surement liée aux jeux de la Francophonie qui auront lieu cette année en Côte d'Ivoire. Le gouvernement veut

montrer à ceux qui viennent que le pays est beau, mais cette opération ne peut pas occulter les vrais problèmes de salubrité des quartiers populaires.

Prenons l'exemple de Koumassi où cela fait des années que les routes y sont impraticables sur certains tronçons. Les pluies ont commencé à s'annoncer et déjà c'est le calvaire pour les habitants. Non seulement les caniveaux et les voies de passages sont insuffisants mais ceux qui existent ne sont pas correctement entretenus. D'ailleurs, quand les éboueurs curent les caniveaux, les déchets restent à côté et à la prochaine pluie ils se retrouvent dans les mêmes caniveaux. C'est un éternel recommencement.

Quant aux routes, les gros engins grattent ou déversent du sable mais quelque temps après, ces mêmes routes sont impraticables. Les gens se retrouvent avec de l'eau jusqu'aux genoux parce que le problème réel qui est celui de l'évacuation des eaux usées n'a pas été résolu !

En repeignant les façades, le gouvernement cherche tout simplement à cacher la misère pour faire joli sur les écrans de la télé. Cela s'appelle : faire du cinéma et des effets d'annonce.

SOTRA : LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Le 29 mars 2017, la société étatique de transport, SOTRA, a reçu 117 autobus au lieu des 500 annoncés. Le gouvernement promet que le restant sera livré en juin.

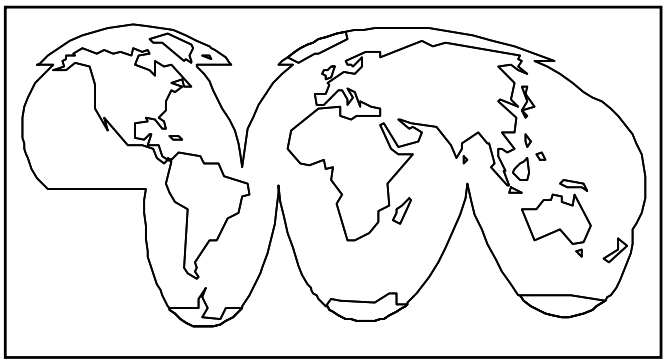
Pourtant l'arrivée de ces bus avait été annoncée depuis le mois de juin 2016. Ils ont fait toute une publicité autour de ces 500 bus dans les médias (télé, radio, journaux). Tous ces tapages pour n'envoyer que 117 bus pour une population avoisinant les 6 millions d'habitants.

Le 28 décembre 2016, le ministre de l'économie lui-même avait affirmé que pour « couvrir les besoins de mobilité de la population abidjanaise de 50%, il fallait 2500 bus » ce qui veut dire que le problème de transport restera catastrophique à Abidjan.

Les ouvriers qui résident à Abobo, à Yopougon et qui doivent se rendre dans les différentes zones industrielles d'Abidjan (Yopougon, Vridi, Koumassi) sont toujours dans la même galère. Ils prennent toujours les gbakas dont les prix varient selon les heures. Aussi les élèves et étudiants ne sont pas sortis encore de l'auberge puisque les bus mettent des heures avant d'arriver au terminus.

Les pouvoirs publics se moquent du déplacement des populations pauvres abidjanaises !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ODIENNÉ : PATRONS VOYOUS !

Le 2 avril, les ouvriers de CRBC, une filiale du CNCTPC (Compagnie Nationale Chinoise des Travaux de Ponts et Chaussées) travaillant sur l'axe Odienné- Gbélébán dans le nord de la Côte d'Ivoire, ont fait grève. Ils réclamaient le paiement des heures supplémentaires effectuées les samedis et les dimanches depuis plusieurs mois.

En réponse, leurs employeurs ont plutôt engagé de nouvelles personnes à leur place. C'était mal jauger la détermination des travailleurs licenciés. Ceux-ci ont pris d'assaut le chantier et ont demandé aux nouvelles recrues d'arrêter le travail. Après quoi, les grévistes sont allés auprès des employeurs pour engager la discussion, mais ceux-ci ont refusé carrément les revendications des travailleurs. Ils se sont munis plutôt de machettes et de gourdins pour assommer les revendicateurs. Il y a eu des blessés du côté des travailleurs et des motos endommagés. La gendarmerie venue sur les lieux, a exfiltré ces patrons voyous pour les mettre à l'abri de toutes ripostes de la part des mécontents.

Mais ce n'est que partie remise. Les travailleurs ont bien compris la leçon et ne se laisseront plus surprendre.

LES TRAVAILLEURS D'OLHEOL RÉVOLTÉS PAR L'INJUSTICE

Les travailleurs de Olheol Industrie, une entreprise de triturage de graine de coton basée à Bouaké, ont manifesté récemment pour réclamer neuf mois d'arriérés de salaires et le retrait pur et simple de la plainte contre six de leurs représentants.

En effet, depuis le mois d'octobre 2016, les travailleurs accumulent 9 mois d'arriérés de salaire. Un tel patron mériterait de se retrouver derrière les barreaux, mais c'est le contraire qui se passe. Alors que les travailleurs ne font que réclamer leurs salaires, six d'entre eux se sont retrouvés sous le coup d'une plainte de la part du patron. Mais c'était sans compter avec la détermination de leurs collègues qui se sont dirigés vers le commissariat. Ce qui a empêché l'arrestation de leurs collègues. Une marche a aussi été organisée jusqu'à la préfecture et jusqu'à la mairie pour impliquer les autorités locales.

Dans de nombreuses entreprises, les patrons se permettent de bafouer les droits des travailleurs. Ils sont souvent hors la loi, et sont rarement inquiétés. Quant aux travailleurs qui subissent l'exploitation, il suffit qu'ils lèvent le petit doigt pour être traités comme des bandits.

Les lois sont faites par les riches pour protéger leurs intérêts. Les travailleurs eux, ne peuvent se défendre que par leurs luttes collectives.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE DES JOURNALIERS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ : LES TRAVAILLEURS CRIENT LEUR RAS-LE-BOL

Les journaliers du ministère de la Santé ont entamé une grève de trois jours depuis le 18 avril dans les hôpitaux publics. Ils réclament le paiement des 4 mois d'arriérés de salaire, l'embauche directe par la fonction publique, de meilleures conditions de travail. Ces journaliers, ce sont les aides-soignants, les brancardiers, les ambulanciers, les agents de nettoyage, bref des agents sans lesquels un hôpital ne peut fonctionner correctement. Selon l'un de leurs représentants, « certains collègues sont chassés de leurs maisons » lorsque d'autres « dorment à l'hôpital ». C'est face à cette situation révoltante qu'ils se sont mis en grève pour crier leur ras-le-bol.

Par le passé, tous ces agents étaient directement liés à l'État. C'est dans le cadre du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) imposé par la banque mondiale et le FMI qu'ils ont été « déflatés » et ensuite repris par des entreprises de placement de main d'œuvre tels que Azinc Ivoir, TCP, Timoos etc. un peu l'équivalent des Ecoci et RMO dans le secteur privé.

À voir comment ces agents sont traités, cela montre à quel point les pouvoirs publics se désintéressent des hôpitaux publics qui sont devenus des mouroirs pour pauvres. Et pourtant, plutôt que de régler les problèmes qui sont bien réels, le passe-temps favori de la ministre de la Santé, c'est d'accuser le personnel soignant d'être à la base de la dégradation. Alors, les travailleurs ont raison de faire grève pour réclamer leur dû.

SEG (Marcory) : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE MONTRENT L'EXEMPLE À SUIVRE

SEG est une entreprise marocaine de BTP en Côte d'Ivoire. Sur le chantier situé près du boulevard VGE à Marcory, les travailleurs ont déclenché une grève spontanée le 7 avril en bloquant tout sur leur lieu de travail. Ils réclament entre autres, le rappel de salaire des manœuvres payés à 2 500F au lieu de 4 300F, des bulletins de paie ainsi que la déclaration à la CNPS. La direction a joué avec le temps en attendant la fin du chantier pour ne pas déclarer les travailleurs. Avec cette grève, elle a été ainsi prise à la gorge, mais elle a choisi de laisser pourrir la situation en misant sur l'essoufflement du mouvement.

C'est ainsi qu'après 4 jours de grève, le 11 avril, les travailleurs décidés à se faire entendre, optent pour des manifestations éclatées. Ils forment deux groupes, l'un pour assiéger la direction de l'entreprise située au Plateau, et l'autre groupe, un peu plus nombreux, pour manifester avec des pancartes au bord du boulevard VGE. C'est ce qu'attendait la direction pour réprimer la grève. Elle a fait appel à la police qui est venue massivement, mais les travailleurs ne se sont pas laissés distraire et ont continué à manifester bruyamment.

Pour éviter un vacarme devant les bureaux de la direction et surtout

pour ne pas attirer l'attention des passants, le directeur propose aux travailleurs de retourner sur le chantier pour négocier. Mais une fois arrivé au chantier, il refuse de les rencontrer et laisse le soin au commissaire de police de s'adresser à eux. Ce dernier invite les travailleurs à passer dans son bureau le lendemain soi-disant pour les entendre, mais ceux-ci ont flairé le piège et refusé la proposition.

Le lendemain, au lieu d'aller au commissariat, ils se rendent à la direction. Pour toute réponse, le directeur demande aux responsables du syndicat de revenir le lendemain avec des propositions. Mais les policiers déjà présents sur les lieux commencent à donner dans la provocation. À plusieurs, reprises ils demandent aux travailleurs de déguerpir. À chaque fois les travailleurs reculent puis reviennent occuper la place devant le chantier.

Le 13 avril, très tôt le matin, les travailleurs occupent le chantier. Ils font une assemblée et choisissent une délégation pour rencontrer la direction comme prévue la veille. La police leur demande de quitter complètement les lieux, mais les travailleurs refusent d'exécuter en expliquant qu'ils resteront assis jusqu'au retour de la délégation. Les policiers n'étant pas armés pour charger les travailleurs, font appel au CCDO, une unité spécialisée en la matière. C'est cette dernière qui, une fois sur les lieux, charge sans sommation à coups de grenades lacrymogènes. Cinq travailleurs sont embarqués, dont un violemment tabassé et ensuite laissé pour mort devant le chantier.

Dès qu'ils prennent connaissance de la répression, les représentants des travailleurs annulent la rencontre avec la direction et se rendent au chantier. Au nombre d'une centaine, les travailleurs décident de se rendre tous ensemble à la direction pour exiger la libération de leurs collègues. Ils ont montré à la direction leur collègue tabassé par la police. Ils ont manifesté et brandi des pancartes traitant le patron de voleur, criminel, hors la loi, etc.

La direction s'est barricadée durant plus de deux heures en attendant que la police vienne à son secours. Et comme les habitants du quartier sont venus nombreux pour savoir ce qui se passait, la police a été quelque peu gênée dans les entournures pour réprimer. C'est d'ailleurs l'un des habitants du quartier qui a fait un geste de solidarité en offrant la somme de 25 000 F Cfa pour évacuer le travailleur blessé à l'hôpital.

Le directeur, se sentant protégé par les corps habillés, convoque une rencontre aux environs de 16 heures. À cette rencontre, tremblotant comme un bébé, il renvoie les travailleurs vers l'Inspection du travail.

Le lendemain 14 avril, les travailleurs continuent de bloquer le chantier pour exiger la libération de leurs collègues détenus illégalement à la préfecture de police, au Plateau. Dans la soirée, aux environs de 18 h 30, ils sont libérés.

Les travailleurs se sont promis de continuer la lutte après les fêtes de la Pâques jusqu'à ce que la direction paie ce qu'elle leur doit.

Pendant près de 5 mois, ces travailleurs se sont battus courageusement pour que leurs droits soient respectés. Parfois ils ont remporté de petites victoires, parfois ils ont été brimés avec l'appui de l'État et de sa force de répression. Mais quelle que soit l'issue de leurs luttes, ils montrent à tous les travailleurs, à tous les exploités, le chemin de la conquête de la dignité.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : UN MOUVEMENT D'HUMEUR QUI NE DOIT PAS S'ARRÊTER LÀ

À l'usine Darling 2 de Yopougon, les travailleurs ont fait un débrayage les 20 et 21 mars. Tout a commencé avec les journaliers de la section super-mèches.

Le patron doit payer au jour le jour les journaliers mais il n'a jamais tenu promesse. Alors que les ouvriers travaillent une semaine sur deux ou deux semaines sur quatre dans le mois, le patron de son côté n'hésite pas à reporter le payement de la quinzaine. C'est au travailleur lorsqu'il est de repos de chercher à joindre le service de la paie et à se déplacer pour prendre son salaire lorsque celui-ci est enfin disponible. Et chaque fois c'est pareil. C'est ainsi que la semaine d'avant le mouvement, après cinq jours de travail, le patron n'en a payé qu'un seul. Aussi, le matin du lundi 20 mars, les travailleurs sont allés réclamer leur dû. Devant la mauvaise foi de la direction, les travailleurs d'une section ont décidé de faire un débrayage. Aussitôt le grand patron a fait venir policiers, huissier et inspecteurs du travail, mais il a fini par payer.

Le lendemain, l'entrée de l'usine a été interdite à ceux qui avaient fait le débrayage. Alors, les autres travailleurs ont décidé, par solidarité avec leurs collègues restés dehors, de ne pas rentrer dans l'usine.

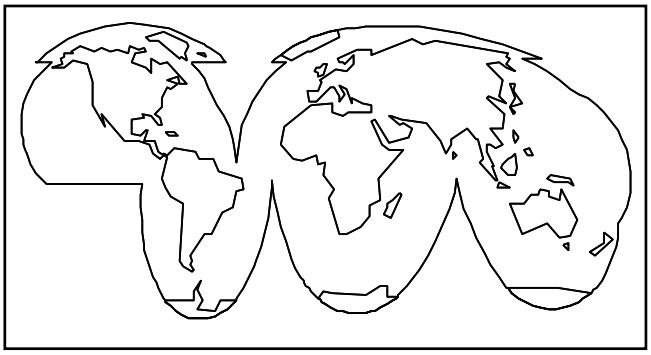
Le patron a alors fait fermer son usine et a de nouveau fait venir huissier, policiers et inspecteur du travail, acquis à sa cause. En fin de compte, notre solidarité a payé et il a dû discuter avec nos délégués. Ceux qui avaient fait le débrayage le lundi ont repris vendredi et les autres jeudi. Depuis, le patron n'a pas voulu nous payer les jours de grève. Il a même volé à la section super-mèches la demi-journée de travail du lundi.

Néanmoins, nous avons obtenu le non-renvoi de nos collègues et ce n'est pas rien. Mais la lutte ne peut s'arrêter là vu les conditions de travail dans cette usine. La cadence augmente chaque fois et les salaires n'évoluent pas. En dix ans, la production a plus que doublé sans que les moyens de production n'aient changé !

Pour un oui ou pour un non, un travailleur peut être jeté à la rue comme une peau de banane, d'autant plus s'il s'agit d'un journalier. Certains d'entre eux ont souvent 10 à 15 ans d'ancienneté !

Ce mouvement nous a permis au moins de prendre conscience que nous avons une capacité de mobilisation. Il y a tellement longtemps que nous encaissons des coups des patrons que certains d'entre eux ont été effrayés de notre réaction. C'est un bon signe pour nos prochaines luttes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.